

COMMUNIQUE

le 01.09.2004

## QUI VEUT LA MORT DE LA CHIRURGIE HOSPITALIERE ?

Le mardi 31 août, une semaine après l'annonce publique du ministre de la santé d'un plan chirurgie et après avoir signé un accord national sans précédent avec les chirurgiens libéraux, a été présenté à la signature un projet de relevé de décisions portant sur le volet hospitalier public.

Si celui-ci reprend au sujet de la formation et de la réorganisation des blocs opératoires des propositions connues. S'agissant de la reconnaissance financière attendue pour les chirurgiens des hôpitaux il est proposé, en tout et pour tout, une augmentation de 15% des astreintes. Cela correspondant, selon les situations, à une réévaluation de 9 à 20 euros par astreinte...

Dans ces conditions, le traitement proposé à la crise de la chirurgie et notamment à celle de l'attractivité pour le métier chirurgical, aboutit à accentuer la fracture entre l'exercice public et l'exercice privé. Cette attitude ébranle l'hôpital public dans son ensemble.

Pour la première fois depuis 15 ans, les chirurgiens « posent leurs bistouris » pour témoigner de leur refus de ces propositions. En début de matinée, plus de 40% des blocs opératoires en CHU et 2 blocs opératoires sur 3 dans les centres hospitaliers participent à ce premier mouvement et sont en grève des soins non urgents.

Les organisations syndicales réunies dans « Chirurgie Hôpital France » se réuniront à midi pour définir les modalités d'une action énergique justifiée par des propositions incompatibles avec le bon fonctionnement des hôpitaux publics.